

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
9 mai 2024
Français
Original : arabe

Lettre datée du 9 mai 2024, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies

Au nom de mon gouvernement, je vous écris au sujet de la question intitulée « Lettre datée du 3 décembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par les Représentants permanents de l'Algérie, de l'Iraq, de la République arabe libyenne et de la République démocratique populaire du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies » ([S/10409](#)), dont le Conseil est saisi, concernant l'occupation par la force par la République islamique d'Iran des trois îles émiriennes de la Grande-Tounb, de la Petite-Tounb et d'Abou Moussa.

Je tiens à vous informer que le Gouvernement iranien a récemment mis à exécution trois projets dans les trois îles émiriennes de la Petite-Tounb, de la Grande-Tounb et d'Abou Moussa, comme suit :

Premièrement, le 14 janvier 2024, la construction d'un nouveau bâtiment de deux étages rattaché à la tour de contrôle maritime a commencé dans la partie de l'île d'Abou Moussa qui relève de la juridiction des Émirats arabes unis en vertu du mémorandum d'accord conclu en novembre 1971.

Deuxièmement, le 15 février 2024, un port maritime a été inauguré sur l'île d'Abou Moussa en vue de faire de l'île un centre touristique. Ce projet inclut la partie de l'île qui relève de la juridiction des Émirats arabes unis en vertu du mémorandum d'accord conclu en novembre 1971.

Troisièmement, des armes défensives intelligentes ont été déployées sur les trois îles émiriennes de la Petite-Tounb, de la Grande-Tounb et d'Abou Moussa.

Le Gouvernement émirien dénonce fermement ces projets et considère qu'ils constituent une violation de sa souveraineté sur ses trois îles de la Petite-Tounb, de la Grande-Tounb et d'Abou Moussa et que la République islamique d'Iran tente ainsi de nouveau d'entériner son occupation illégale de ces îles.

En effet, ces projets ne font que s'inscrire dans le cadre d'une série d'actes de provocation portant atteinte à la souveraineté des Émirats arabes unis sur leurs trois îles. Le Gouvernement émirien a pourtant demandé à maintes reprises à la République islamique d'Iran d'y mettre fin et d'y renoncer.

En construisant un nouveau bâtiment dans la partie de l'île d'Abou Moussa qui relève de la juridiction des Émirats arabes unis, en transformant l'ensemble de l'île en centre touristique et en déployant des armes défensives intelligentes partout dans l'île, le Gouvernement de la République islamique d'Iran a commis une violation flagrante du mémorandum d'accord concernant l'île d'Abou Moussa conclu en



novembre 1971. Ce mémorandum d'accord est toujours en vigueur et a force obligatoire. Il a été enregistré auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies sous le numéro I-55801. Par conséquent, toute révocation unilatérale de ce mémorandum d'accord est nulle, non avenue et sans effet juridique en ce qu'elle est contraire aux règles et principes du droit international.

Ces projets sont entachés de nullité car ils s'inscrivent dans le prolongement d'un acte nul et non avenue, à savoir l'occupation par la République islamique d'Iran des trois îles émiriennes de la Petite-Tounb, de la Grande-Tounb et d'Abou Moussa, par la force militaire. L'acquisition de territoires appartenant à des tiers par la force est interdite par la Charte des Nations Unies, les principes du droit international et les résolutions pertinentes des organes de l'ONU.

Les Émirats arabes unis tiennent à préserver les liens d'amitié et à défendre le principe de bon voisinage, mais ils rejettent fermement toute forme d'atteinte à leur souveraineté sur leurs trois îles. Cela étant, ils réaffirment, comme ils n'ont cessé de le faire à l'Assemblée générale des Nations Unies, qu'ils sont prêts à régler la question des trois îles par des moyens pacifiques, notamment en saisissant la Cour internationale de Justice.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Mohamed **Abushahab**
